

de mai 68 à... CHANTIER

“Comme
un papier
tue-mouches
dans une
maison
de vacances
fermée”

“Accompagner la
décolonisation”
Gus Massiah

La Parole Errante
à la Maison de l'Arbre
9 rue François Debergue
Montreuil 93100



Propos recueillis
par Pierre Vincent Cresceri
et Stéphane Gatti
Rédaction et mise en forme
Benoit Francès

Entretien Gus Massiah

68 n'est pas qu'un mois et un lieu ; les années 68 sont plus vastes, des étudiants aux ouvriers, de Paris à la province, de la France aux pays du Tiers-monde. Le Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) reprend à son compte l'urgence de faire sans délai de 68, et s'ancre dans ces luttes entre ici et là-bas. Fondé, entre autres, par Gustave Massiah, il emploiera son expertise à faire cause commune avec les anciens colonisés libérés, qu'ils soient dans leur pays ou en France. Et au cœur du mouvement altermondialiste actuel, par lequel les sociétés civiles tentent d'inventer de nouvelles formes politiques, se situe un nœud stratégique : les questions d'immigration, que le Cedetim a investies, de la décolonisation aux migrations contemporaines, en passant par la solidarité internationale, les luttes des foyers Sonacotra ou celles des sans-papiers.

Accompagner la décolonisation

Le Cedetim, de l'anticolonialisme à l'immigration

5

Sur quelles bases s'est fondé le Cedetim ?

Il a fallu deux années de gestation pour créer le Cedetim, entre 65 et 67, à partir de plusieurs morceaux qui convergent : un centre socialiste de documentation et d'étude sur les problèmes du Tiers-monde, créé par Manuel Bridier; un certain nombre de groupes – Comité Vietnam, Sénégal et d'autres – qui étaient sur la question, justement, des coopérants ; et un certain nombre de ce qu'on appelle les « pieds rouges », surtout en Algérie – « pieds rouges » rappelait l'expression pieds-noirs : c'étaient ceux qui pensaient que la révolution se faisait dans le Tiers-monde. D'autres groupes moins connus ont participé,

tel ce petit groupe qui soutenait la résistance antifasciste en Grèce et qui cherchait des armes... C'étaient des regroupements très divers, nés du mouvement anticolonialiste : c'est la culture du Cedetim, au départ. Avec des gens comme Terray, moi et d'autres, qui avons soutenu les luttes de libération nationale, notamment la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, et aussi celle pour le Vietnam, qui étaient les deux luttes emblématiques. Ce qui a fait un peu le passage de l'anticolonialisme à l'anti-impérialisme. C'était à peu près la trajectoire du Cedetim.

6 L'autre aspect, c'est l'ensemble de la réflexion sur le développement menée par des groupes très divers, et qui étaient très politiques à l'époque. On oublie ça. Par exemple, il y avait un séminaire que menait Charles Bettelheim, qui à ce moment-là était aussi directement investi sur la planification de l'aide. C'était quand même la première grande sortie de la colonisation. Séminaire dans lequel on retrouvait Samir Amin, [Deny Lobel], tous les intellectuels qui ont travaillé et continué à travailler sur cette question du développement. Parmi les pieds rouges, parmi l'ensemble des coopérants qui sont partis, il y avait un grand débat sur ce qu'on appelait « expert et rouge » ou « rouge ou expert ». C'était cette idée de savoir comment on pouvait mettre une compétence au service des luttes. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui l'expertise citoyenne, qui a pris d'autres formes. Le Cedetim était un tout petit groupe qui s'est retrouvé à la jonction de tout ça.

Très vite, le Cedetim a connu un moment de croissance très important, de 65 à 68, puisqu'on a eu jusqu'à deux mille ou trois mille adhérents. Mais, après 68, il y a eu une répression assez forte. On avait des groupes un peu partout dans les pays du Tiers-monde, les pays décolonisés, mais beaucoup de nationaux ont été arrêtés, des coopérants ont été expulsés et, donc, on a supprimé nos groupes. Et on a brûlé notre fichier.

D'une certaine manière, on a appris à fonctionner en réseau à cause de ça et on a gardé une confiance énorme de la part de 2 000 ou 3 000 personnes – ce qui était beaucoup à ce moment-là – qui ont beaucoup apprécié qu'on fasse passer leur sécurité avant l'organisation. On n'a plus fonctionné en organisation depuis. Et on a fonctionné suivant des formes un peu nées de 68, pendant des années. Il reste encore un peu de ces formes, mais ça a changé. Nous avions un collectif qui se réunissait tous les vendredis. Ce collectif était ouvert, tous ceux qui voulaient venaient. Et on discutait de ce qu'on devait faire. Il y avait des propositions d'action et des propositions de débat. De temps en temps, on organisait des débats, sur la question militaire, sur la question du terrorisme. On faisait des réunions spéciales là-dessus, et le reste du temps on discutait. Il y avait quarante points à l'ordre du jour : il y a une manif demain, etc. C'est là qu'on a fait notre deuxième pas dans la construction d'une nouvelle culture politique : c'était l'abandon de toute idée de centralisme démocratique. On a abandonné l'idée de l'organisation hiérarchisée. On a commencé à fonctionner de façon horizontale. C'est un peu ce que l'on retrouve aujourd'hui dans les forums sociaux mondiaux. 7

Quand l'immigration devient-elle une préoccupation du Cedetim ?

Le Cedetim a rencontré la question de l'immigration en 67. Soixante-sept, c'est la naissance d'une nouvelle immigration. C'est l'industrialisation et la modernisation gaulliste, après l'Algérie. Et, à ce moment-là, il y a un appel massif à une immigration économique. Il y avait auparavant un asile, beaucoup de réfugiés politiques ; et il y avait une immigration économique, cantonnée à certains secteurs, notamment aux mines : il y avait eu les Polonais puis les Marocains.

Mais il n'y avait pas d'immigration massive. En 67, il va y avoir une très forte immigration dans toute une série de nouvelles branches : le bâtiment et l'automobile, essentiellement. Il va y avoir aussi, avec l'arrivée massive des immigrés, un énorme problème de logement. On n'était toujours pas sorti de la crise du logement – on n'en est toujours pas sorti d'ailleurs – et à ce moment-là apparaissent les premiers bidonvilles, qui n'étaient pas les quartiers anciens dans lesquels se trouvait le FNL. Notamment le bidonville de Nanterre.

Quelle a été la place de la question de l'immigration en 68 ?

8

En 68, la question de l'immigration est présente mais n'est pas déterminante. On pense à l'immigration, mais ce sont d'autres questions qui sont mises en avant. Notamment celle de la jonction entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier – syndical en tout cas – dans les entreprises. C'est ce qui va occuper le devant de la scène, les esprits et tous les militants, jusqu'à fin 68, début 69. À partir de là, il y a une prise de conscience de la question de l'immigration et il y a une attention particulière portée aux immigrés, mais qui est très liée, au début, à la remontée de certaines formes d'ouvriérisme. Ce qu'on voit, c'est que l'exode rural est en voie d'achèvement. Il reste encore des migrants internes qui viennent notamment de l'Est et de l'Ouest. C'est le début des batailles paysannes, notamment la bataille du lait. On se rend compte que, finalement, la moitié de la nouvelle classe ouvrière, ce sont les immigrés, les femmes et les jeunes. Toutes les associations qui se posent la question de la radicalisation, de la transformation sociale en profondeur, des luttes sociales, du renouveau après 68, s'orientent vers ça : les jeunes, avec la radicalisation de la JOC et du MRJC, des groupes qui se retrouvent dans la GP ou les différents mouvements, la jeunesse communiste ; la question des femmes,

avec la montée en puissance du mouvement féministe ; et la question de l'immigration. Tous les groupes « gauchos » à ce moment-là commencent à s'y intéresser.

Le débat est très vite orienté sur la question de l'organisation des immigrés, de leur rôle et sur la question de la nouvelle classe ouvrière. Avant 68, il y a eu de nouvelles théories sur la classe ouvrière, avec notamment le livre de Serge Mallet, *La Nouvelle Classe ouvrière*, qui mettait l'accent sur l'arrivée des techniciens et de la bourgeoisie intellectuelle. Là, au contraire, on met l'accent sur la déqualification. Ce sont les immigrés qui occupent les emplois déqualifiés.

Des mouvements portés par les immigrés se créent à ce moment-là ?

A partir de 71, la question est de bloquer, contrôler, maîtriser l'immigration. Les premières circulaires parlent déjà d'immigration « zéro », de limitation de l'immigration. Au niveau des immigrés, il y a deux courants de l'extrême gauche française qui se déterminent. L'un, le MTA, Mouvement des travailleurs arabes, mis en avant par la GP ; et l'autre, les Cufi, Comités unitaires Français-immigrés, qui sont mis en avant par le Cedetim et d'autres associations, avec différents courants d'extrême gauche, parmi lesquels on retrouve le PSU et certains trotskistes. Mais c'est dans le Cedetim que naissent les Cufi. Le PC a une position assez claire : pour lui, les immigrés doivent rentrer dans les syndicats français et il n'y a pas de question d'immigration à proprement parler. Ça a d'ailleurs toujours été la position du PC. De la même manière, il avait refusé pendant la décolonisation l'organisation des mouvements de libération nationale, expliquant que, finalement, il n'y avait qu'à rentrer dans la section du PC. Il avait fini par créer des groupes de langue, mais il avait toujours refusé

les organisations autonomes liées à la question des luttes de libération nationale.

Qu'est-ce qui différencie le MTA des Cufi ? Le MTA se base sur l'idée de la révolution arabe, de l'unité arabe. Le Cufi se base sur une idée totalement différente, qui est la liaison entre les luttes sociales en France et les luttes dans chacun des pays d'origine. Les Cufi sont tout de suite en appui à l'ensemble des organisations autonomes de l'immigration. C'est le moment où se créent les grandes associations : l'ATMS au niveau des Marocains, l'Utiti au niveau des Tunisiens, l'organisation [Dongo] de l'UGTSF, l'Union générale des travailleurs sénégalais en France, et de la Fetaf, la Fédération des travailleurs d'Afrique en France.

10 Le MTA va assez vite plafonner et se marginaliser, en liaison avec la marginalisation de la GP. L'histoire du MTA est très liée à l'histoire de la GP. Il existe d'autres groupes, mais qui sont un peu sur une ligne Cufi, comme Révolution Afrique par exemple, créé par la LCR. La bataille est contre les circulaires Fontanet-Marcellin et pour les formes d'organisation de l'immigration en France.

Deux-trois ans après, le Cedetim décide de créer une école de cadres de l'immigration, justement en fonction de la position dont je parlais tout à l'heure : aider les associations autonomes à s'organiser, à exister. Nous créons une école de cadres qui aura deux promotions et demie, ça durera trois-quatre ans. Nous regroupons sept ou huit associations de l'immigration. Quelles sont-elles ? C'est intéressant, parce qu'on va voir que beaucoup ont disparu naturellement. Les plus importantes, à ce moment-là, ce sont les commissions ouvrières espagnoles. Le Cedetim travaille beaucoup contre Franco, et donc avec les commissions ouvrières. Ensuite, l'IGTRF, l'Union générale des travailleurs réunionnais en France, et l'ATAG, l'Association des

travailleurs Antilles-Guyane, qui sont des associations dans lesquelles on retrouve des Guadeloupéens, des Martiniquais et des Guyanais. Surtout des Guadeloupéens, puisqu'il y a à ce moment-là un mouvement de libération nationale en Guadeloupe, qui s'appelle le PTGF, qu'on appelle l'UPLG, l'Union pour la libération de la Guadeloupe. Il y a ensuite les Marocains, les Tunisiens, les Sénégalais et la FETA. Chacune de ces associations envoie quatre personnes : une qui est nommée formateur, qui est un des cadres de l'association, et trois ou quatre autres qui sont en formation. Ce sont aussi des cadres. On travaille pendant un an, tous les week-ends. Et quinze jours pendant les vacances.

Les séances portent sur trois grands thèmes. Le premier, c'est l'histoire de l'émigration et l'histoire des luttes des pays de l'émigration. L'histoire de l'émigration, c'est l'histoire des luttes dans les pays. C'est d'ailleurs la partie la plus passionnante, qui nous enthousiasme tous parce que chaque émigration raconte son histoire, et les autres écoutent. C'est une vraie unification culturelle. C'était quelque chose de complètement inconnu. Les Antillais ne savaient rien de ce qui se passait en Espagne ni au Maroc et réciproquement. La deuxième série de cours est théorique : comment analyser une société, qu'est-ce qu'une lutte de classe... Et la troisième partie, c'était : comment construire une organisation, comment prendre la parole en public, comment faire une émission de radio, comment écrire un tract, comment faire une affiche... Ça fonctionne très bien pendant deux ans. Et ça s'arrête parce qu'à la limite, les associations s'autonomisent, elles travaillent chacune dans leur coin. Elles rejoignent ensuite d'autres associations de l'immigration, qui sont les associations actuelles qui naissent à peu près à ce moment-là. Comme l'association des Turcs, qui est devenu Accor. Il y avait les Portugais aussi dans la première séance. Mais il n'y avait pas d'association de travailleurs

11

portugais ; il y avait des associations culturelles portugaises, très radicalisées et très liées à la lutte contre le fascisme au Portugal.

Pendant trois ans, le Cedetim a été l'organisateur de cette école. La plupart des cours étaient donnés par les gens, qui étaient tout à fait capables de les faire, mais nous étions la direction pédagogique. On donnait aussi des cours. Et on se formait aussi avec les autres. C'était tout à fait passionnant. Certains syndicats nous ont prêté des gens pour expliquer comment on montait un service d'ordre. Ça a été une vraie école de formation de cadres. Ça a beaucoup joué pour la suite. Une grande partie de ces gens-là ont été ceux qui ont été à la direction de ces organisations et ils ont toujours eu avec le Cedetim un rapport immédiatement confiant. Après, il y a les luttes dans les usines. Ce sont ces associations qui sont à la bataille, que nous soutenons. Ensuite, il y a plusieurs petites choses, la création de l'Asti...

Un soutien technique aux « Sonacotra »

12

Puis vient la lutte des foyers Sonacotra...

C'est une des grandes luttes qui structurent l'histoire de l'immigration. La lutte des foyers Sonacotra est une lutte qui prend beaucoup d'ampleur et dans laquelle la direction est réellement interne à la lutte. La direction est composée d'Assane Ba, de Mustapha Cherchari (que plus personne ne retrouve) et de trois ou quatre personnes. Un jour, Assane nous dit : on a besoin de soutien technique. Nous décidons de créer un comité de soutien technique à la lutte des Sonacotra. Cette lutte était devenue un peu comme la misère dans le bas monde : toutes les associations d'extrême gauche cherchaient à infiltrer le comité. Il y avait le comité de la lutte, qui était extrêmement autonome. Il y avait un comité de soutien politique : c'était la tarte à la crème. Et le

comité de soutien technique. Le Cufi était dans le comité de soutien politique, mais on s'est surtout concentré sur le comité de soutien technique. Nous avons regroupé des architectes pour faire le calcul des mètres carrés des foyers, puisqu'une partie de la bataille juridique portait là-dessus, des avocats, des comptables, des économistes, des inspecteurs du travail, tout ce qu'on a pu regrouper. Et on a formé un comité assez large, qui se réunissait dans les locaux de l'école d'architecture, où j'étais prof, que nous avons mis à la disposition du comité de soutien technique. Ce comité a joué un rôle très important. La direction de la lutte s'appuyait beaucoup dessus parce qu'il n'y avait pas de bataille de clan ni de fraction à l'intérieur de ce comité. Le rapport était assez simple. C'est quelque chose qui a beaucoup marqué le Cedetim. C'est d'ailleurs en partie à partir de cette expérience-là que nous avons créé l'AITEC, Association internationale des techniciens, experts et chercheurs : comment mettre ses compétences au service des luttes sociales et citoyennes. Cette lutte sur l'immigration a été pour nous un élément déterminant.

13

Comment articulez-vous ces luttes avec l'idée de l'anti-impérialisme ?

Pour le Cedetim, il y avait toujours une question fondamentale : celle de l'évolution de la transformation sociale dans les pays, et donc le débat sur le développement. C'est sur cette question qu'il y a une évolution très importante, qui va être marquante. Dans l'imaginaire du Cedetim, depuis sa création en 65-67 jusqu'en 76, il faut créer un mouvement anti-impérialiste en France – nous avons l'idée du mouvement Vietnam –, mouvement qui contesterait aussi l'évolution d'une partie de la gauche sur cette question. Le Cedetim est à l'origine du comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien en 1973.

C'est le moment où nous nous rapprochons le plus de ce mouvement de masse anti-impérialiste en France. Nous en assurons la direction. Tout le monde se retrouve dans ce mouvement. Mais en 76-77, nous nous rendons compte que ça ne fonctionne pas. On est écrasé dans une discussion entre les réformistes et les non-réformistes, les trotskistes et les maoïstes, les anarchistes... Ce mouvement de masse anti-impérialiste ne correspond pas à une vraie transformation sociale en France. Il y a un grand débat au Cedetim et une grande partie du Cedetim, menée d'ailleurs par Bernard Dreano qui en est l'actuel président, François Gèze, à ce moment-là très actif au Cedetim, et Suzanne Humberset, propose que nous changions de stratégie. En même temps, nous étions confrontés à la question du début de la montée de l'extrême droite en France. C'est quelque chose qui nous faisait beaucoup réfléchir. Nous décidons que nous allons adopter une nouvelle ligne stratégique : non pas aider à la création d'un mouvement de masse anti-impérialiste en France, qui était un peu liée à l'idée de la construction d'un parti révolutionnaire, mais plutôt développer une dimension anti-impérialiste dans les mouvements de masse existants. D'où une réorientation du travail du Cedetim, dont beaucoup d'expérimentations avec les associations d'immigrés. Le travail avec les syndicats sur les multinationales – on commence à faire des cours aux sections syndicales sur les multinationales –, le travail avec les paysans sur les luttes paysannes, le travail avec les femmes, avec les différentes catégories de la société, avec les écologistes quand ils vont apparaître plus tard, etc. C'est un peu ça la nouvelle position, avec la généralisation de ce que nous avons expérimenté dans la lutte commune avec les immigrés, c'est-à-dire le respect des formes de lutte de chacun de ces secteurs, la formation politique et la formation des cadres, c'est-à-dire la formation des formes d'organisation autonomes, et l'autonomie des formes d'organisation, qui est le

point sur lequel on développe tout de suite beaucoup de choses.

A ce moment-là, un deuxième volet de cette nouvelle orientation stratégique va être lié à la question du mouvement tiers-mondiste. Le Cedetim est dans le mouvement tiers-mondiste comme mouvement anti-impérialiste. Et nous sommes en débat constat, parfois violent, parfois pas violent, avec les tiers-mondistes localistes, notamment les confessionnels : le CCFD, la Cimade... Nous les traitons d'apolitiques, de basistes et de localistes, avec leur petit projet. Et eux nous traitent de politistes et d'étatistes. Les deux sont vrais d'ailleurs. Mais il y a une évolution par rapport aux États – c'est-à-dire la rupture des alliances entre les États et les peuples, que l'on voit partout dans les pays décolonisés. La montée en puissance de régimes autoritaires. On avait été vacciné par l'Algérie. Le Cedetim avait décidé, après l'Algérie, que quand un parti arrive au pouvoir, nous n'avons plus de relation avec lui. C'est ce que nous avons fait, d'ailleurs, avec l'Afrique du Sud...

15

D'une part, vous êtes en contact avec les représentants politiques des pays dont vous soutenez les luttes et de l'autre, en France, vous faites un travail avec des associations de soutien aux émigrés plutôt apolitiques ?

Non, pas les associations avec lesquelles nous travaillons justement. C'est plutôt la GP et le MTA qui parlent du misérabilisme. Nous, on ne parle pas du tout de ça. Nous, on parle de la relation entre les luttes politiques dans les pays et en France. Avec les commissions ouvrières espagnoles, on n'a rien à leur apprendre ; ce sont eux qui nous apprennent ce qu'est une lutte clandestine, un syndicat. Avec l'UGTRF, c'est pareil, c'est un syndicat français, mais c'est un syndicat. C'est le courant politique de ces pays. Ce sont des courants politiques qui se mettent

en rupture avec les États, et avec l'État français, on dit maintenant la « Françafrique ». Donc nous nous retrouvons naturellement là-dedans. Notre travail avec l'immigration est un travail politique, ça n'a jamais été un travail de type caritatif, charitable. Ça a toujours été cette idée de la liaison entre les luttes.

16 Une nouvelle génération arrive aux commandes un peu partout, au Cedetim aussi, et dans les différentes associations tiers-mondistes. Quelqu'un comme Jean-Marie Fardeau va se retrouver secrétaire général du CCFD, André Jacques à la Cimade. Une nouvelle génération très politique. Elle avait soutenu les mouvements de libération nationale. Et une certaine laïcisation du mouvement confessionnel. Dans ces organisations, il y a quand même une prise de conscience de la nécessité de poser les problèmes de manière politique. Et pour nous, il y a l'idée qu'il faut rompre avec les États, et aussi travailler localement. La proposition faite par Suzanne Humberstet et François Gèze est : il faut passer une nouvelle alliance avec les tiers-mondistes ; il faut arrêter le débat et passer une alliance. Et c'est la création du Crid en 1977, facilitée par la montée en puissance de l'extrême droite – c'est avec les chrétiens qu'on pourra lutter contre le fascisme, c'est une idée assez forte à ce moment-là. Et c'est là qu'apparaissent les urgentistes, les humanitaires : Médecins sans frontières, Médecins du monde... qui créent en 1976-77 une fondation qui s'appelle Liberté sans frontières. Ils sont sur l'idée : tous les États sont mauvais et nous, on peut faire ce qu'on veut. C'est ce qui amène une partie des associations de solidarité internationale, des ONG développementistes, à faire alliance avec nous. C'est sur l'idée que finalement, on ne peut pas liquider les États sur place pour mettre l'État français à la place, ou demander aux États du Nord de venir faire la démocratie dans nos pays. C'est ce double mouvement. C'est ce qui va créer notre nouvel espace d'alliance, c'est-à-dire les

associations de solidarité internationale, à travers notamment le Crid comme outil de construction.

Au large : la solidarité internationale

Là, il va y avoir une modification du travail et de la question de l'immigration parce que les associations de l'immigration ne rentrent pas dans l'association de solidarité internationale – peu d'entre elles à ce moment-là. Mais l'ensemble de ce milieu crée une nouvelle proposition qui est un peu sur deux pieds. Par rapport à l'urgence, nous proposons le partenariat et l'éducation développement. Ce sont les deux propositions stratégiques qui sont faites par ce mouvement dans lequel nous sommes insérés, qui est un élargissement extrêmement grand de ce que nous voulons faire.

C'est du partenariat de projet. À la limite même, c'est plutôt économique au début. C'est plus intéressant de travailler avec les gens sur place que d'avoir des expatriés. Mais cela devient vite l'idée de renforcer des partenaires associatifs. C'est quelque chose qui va être très important dans le mouvement altermondialiste aujourd'hui : la coopération de société à société. Renforcer les sociétés, renforcer les mouvements associatifs.

À partir de ce moment-là, l'immigration entre dans une nouvelle phase – je ne rentre pas dans le problème de l'évolution économique de l'immigration en France. Le travail politique dans l'immigration et la conception politique des associations d'immigrés s'insèrent dans la question du partenariat, avec cette idée de la possibilité de travail en partenariat entre les associations ici et là-bas. Et les immigrés sont évidemment, à ce moment-là, les traits d'union. C'est donc là qu'on voit se développer, par exemple, le travail d'une association comme le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le

17

Développement rural, puis les relations entre les comités de foyer, qui n'existaient pas au moment de la Sonacotra. La Sonacotra, c'étaient des travailleurs en France qui luttèrent sur la question de leur logement, leurs conditions de travail, etc. Là, en revanche, dans certains des foyers de la Sonacotra, après la grande phase de la lutte des Sonacotra – comme on le disait –, on va voir apparaître l'idée de comités de foyers qui travaillent avec des comités de village, la création de nouvelles formes de coopération, le rôle de l'épargne des migrants dans la survie d'un certain nombre de régions. Les associations de solidarité internationale jouent un rôle très important. C'est un peu la troisième étape du travail et le Cedetim se retrouve là-dedans. Forcément, à partir du moment où on travaille en partenariat entre deux sociétés, les problèmes politiques deviennent tout à fait naturels. Et on assiste à un élargissement du mouvement de solidarité internationale. Pour donner un exemple : le Crit avait été créé par huit associations en 1977 ; aujourd'hui il y en a cinquante-six, mais sur les cinquante-six, il y a évidemment les anciennes, c'est-à-dire le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, la Cimade, Terre des hommes, Frères des hommes. Se sont ajoutées d'autres comme le Secours populaire, le Secours catholique, le Secours islamique. Puis encore d'autres comme la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement de la paix ; puis encore d'autres comme Greenpeace et les Amis de la Terre, puis encore d'autres comme les Petits débrouillards, etc.

L'idée, c'est que la solidarité internationale, c'est la dimension internationale de la solidarité. C'est-à-dire que cela relie les associations qui font de la solidarité en France. Ce n'est pas une spécialisation. C'était une position que le Cedetim avait toujours défendue : c'est dans la liaison entre le travail que nous faisons dans les luttes sociales en France et le travail de solidarité que se fait, finalement, la définition de la solidarité

internationale. Dans l'immigration, cela a eu un impact extrêmement grand, et cela a beaucoup modifié... D'autant que dans la première génération d'immigrés, une partie s'est installée, a acquis énormément de compétences qui ont été reconnues – ce n'est pas qu'ils n'avaient pas de compétences avant, mais elles n'étaient pas reconnues. Ils ont eu des enfants, ils se sont installés, ils ont commencé à être élus dans des municipalités, etc. Donc, l'immigration est devenue quand même un élément de l'ensemble de la société française, en réalité complètement intégré. C'est Pasqua qui a dit un jour « l'intégration a réussi ». Il l'a dit après le match de foot, quand la France a été championne du monde, « ah, mais l'intégration a réussi ». Nous, ça fait longtemps qu'on a dit que l'intégration avait réussi. Effectivement, l'intégration a réussi, mais l'intégration n'empêche pas l'exclusion, exactement comme par rapport aux Français : les ouvriers français sont intégrés et sont exclus aussi. Donc, il n'y a pas de contradiction à ce niveau-là.

La question de l'immigration est réellement devenue une des questions importantes de toute la période qui va de 1977 à 1989.

19

En 1989, il y a, au niveau de l'histoire du Cedetim, une mutation très importante : c'est la manifestation contre le G8. Le 14 juillet 1989, il y a deux manifestations : à la Mutualité, il y a le premier sommet, opposé au sommet des sept riches, des sept peuples parmi les plus pauvres, dans lequel se retrouvent des associations avec qui le Cedetim travaille depuis très longtemps : le PT brésilien, c'est Luiza Erundina, qui va être maire de São Paulo, qui est là, Daniel Henry de Haïti, quelqu'un des Kanaks – c'était énorme – du FLNKS, etc. Donc, cela relie la question des peuples et la question de l'immigration, immédiatement, parce que tous ces peuples ont des

immigrés en France. Tous ceux que nous invitons ont des immigrés en France.

20 C'est le Cedetim qui fait le lien entre les deux parce que le premier sommet des sept peuples parmi les plus pauvres est organisé par le Crid et le Cedetim. À la Bastille, il y a le concert « Ça suffat comme ci » avec Renaud et Perrault. Ce concert naît sur le mot d'ordre « Dette, colonies, Apartheid, ça suffat comme ci ». Ça cible bien la dette des colonies encore existantes, notamment l'Afrique du Sud à ce moment-là. Beaucoup de gens considèrent que c'est la naissance du mouvement altermondialiste, et dans ses formes – un forum d'un côté, une grande manif de l'autre et un concert en plus –, et sur le fond, c'est-à-dire la question de la lutte par rapport à la mondialisation, puisque c'est là, en 89, une des premières luttes. Après, il faudra sauter à 95. Et chaque fois qu'il y aura une réunion du G8, il y aura des contre-sommets ; c'est là que va se former un peu le départ du mouvement qu'on appelle au début « antimondialisation » et qui va devenir, à partir de 2001, à Porto Alegre, altermondialiste.

De ce point de vue, on arrive à l'idée que le partenariat n'est pas entre deux sociétés ou entre deux associations ; parce que finalement, malgré la bonne volonté, l'idée du partenariat qui a été développée par les associations, c'était une déclaration d'égalité. Nous voulons créer de l'égalité, alors qu'on sait que les situations sont inégales. Donc, on prend deux associations qui sont inégales, comment est-ce qu'elles peuvent construire de l'égalité entre elles ? C'est la question qui est posée, mais c'est une question difficile à résoudre. Tu sais qu'il y a un proverbe africain qui dit : « La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit » – donc, tu as beau faire, tu dis « on est frère, on est partenaire », mais il y en a un qui a le fric et l'autre qui ne l'a pas.

Le dépassement de cette situation se fait dans le forum social mondial, et dans le mouvement alter-mondialiste. Il ne s'agit pas de travailler en commun pour renforcer l'un – en considérant que l'autre est déjà renforcé, bien que ce soit lui qui apprenne le plus, évidemment –, mais de construire en commun un nouveau projet. On voit se développer de nouvelles formes de lutte et d'organisation. Une des premières est la plate-forme « dettes », ensuite vient la plate-forme « paradis fiscaux », plate-forme de commerce équitable, l'éthique sur l'étiquette... Il y a quarante campagnes qui sont mondiales et dans lesquelles on est à égalité : on n'est pas là pour aider l'autre. On est là parce qu'on lutte ensemble pour des objectifs communs, on lutte ensemble pour un autre monde. Ce qui est très intéressant, c'est que les immigrés sont de plain-pied dans ces luttes. Je parle de la fraction politique de l'immigration – mais c'est celle qui entraîne les autres, aussi.

Je donne un exemple : il y a deux mois, il y a eu au Maroc le premier forum social maghrébin. Dans son organisation, on a dit : il y a le forum social du Maroc, le forum social de Tunisie, Mauritanie, Algérie et les immigrations, comme cinquième 21 partie prenante du Maghreb. Donc ce sont les associations immigrées qui sont allées représenter l'immigration. Vous voyez un peu le fantastique saut. Le Cedetim est un des organisateurs, y compris des forums, avec ses partenaires, notamment le forum marocain des alternatives et la FTCT, la Fédération des Tunisiens – qui d'ailleurs a changé de nom, puisque l'Association des travailleurs marocains est devenue l'Association des travailleurs maghrébins. Évidemment, ce sont surtout des Marocains, mais, quand même, ils se sont ouverts aux autres. Et les Tunisiens ont décidé de s'appeler Fédération des Tunisiens des deux rives. Vous voyez qu'il y a, y compris dans l'identité et dans la culture, des modifications quand même très importantes.

Évidemment, dans les luttes de l'immigration, après les Sonacotra, il y a eu beaucoup d'autres exemples : notamment le Comité développement Sahel, l'Immigration développement Sahel... C'est quelque chose qui est intéressant. À un moment donné, dans l'ensemble des foyers – pas seulement Sonacotra – on voit apparaître des comités qui font des nouvelles formes de coopération avec les villages. Une association naît qui regroupe tous ces comités, qui s'appelle Immigration Développement Sahel. C'est une très intéressante initiative qui demande à être reconnue, à ce que soit reconnu le rôle des migrants, non pas comme victimes, mais comme participants à des actions de coopération. C'est ce que l'Afaci avait commencé. C'était un rapport présenté par Assane Ba – en 1982, quelque chose comme cela : reconnaître l'immigré comme acteur du développement. L'immigré n'est pas agi, il est aussi acteur.

22 Ce comité Immigration Développement Sahel commence très bien là-dessus. Et puis, à un moment donné, il tombe dans un piège, d'une certaine manière, et ce piège est posé par les autorités françaises qui sont toujours orientées sur cette idée : le développement doit permettre de maîtriser l'immigration et de l'arrêter. Je ne sais pas si ce n'est pas le comité lui-même qui avait eu au début cette idée : pourquoi on ne négocierait pas collectivement des cartes de travail. Cela consistait à dire : finalement, un village du Sahel est dans une situation très difficile ; les vieux sont en France, ils ne peuvent pas rentrer puisque sinon, ils perdent leur carte ; les jeunes ne peuvent pas venir puisque les vieux sont là. Et donc les villages disent : « Rendez-nous nos vieux et laissez rentrer nos jeunes » ! L'idée était de négocier avec les pouvoirs publics un nombre de cartes par village. Tel village aura vingt cartes. Et puis les vieux rentrent et ils utilisent les vingt cartes pour vingt autres. C'était avant que le chômage ne soit aussi fort. Ce n'était pas une mauvaise idée ; mais, évidemment, nous avons eu une discussion. C'est le

Cedetim qui a eu ces discussions avec le comité. Nous leur avons dit : on ne peut pas accepter quelque chose comme cela. On ne peut accepter de négocier que si on accepte l'égalité des droits pour chaque migrant et la liberté de choix pour chaque migrant. C'est-à-dire qu'on ne peut pas transformer des villages en police de l'immigration. Ce ne sont pas les villages qui vont empêcher les gens de partir. Donc, d'accord pour négocier collectivement, pour que l'immigration fasse partie de la négociation, mais avec le respect des droits des migrants, individuels et collectifs. Évidemment, la négociation a capoté, et d'ailleurs le comité ne s'en est pas vraiment relevé.

Luttes des sans-papiers

C'est à ce moment-là que commencent les grandes batailles de foyers, notamment à Montreuil et dans beaucoup d'autres endroits. C'est là que commence la bataille des sans-papiers, en 1981-82. Nous nous battons, avec d'autres, sur l'idée des régularisations. La première régularisation obtenue permet de régulariser beaucoup de gens, mais elle ne va pas jusqu'au bout, parce que la gauche est quand même prisonnière de ce que la droite va dire. Plutôt que de vider l'abcès, elle laisse un certain nombre de gens de côté en disant : « C'est normal que ce soit au cas par cas. » En gros, c'était la bataille du cas par cas au lieu d'une régularisation massive et automatique. A partir de là, on va basculer dans les luttes actuelles, dans lesquelles la question des sans-papiers devient la question principale des luttes de l'immigration.

J'ai oublié une autre étape un peu avant, dans laquelle le Cedetim a été très impliqué : la montée en puissance de la deuxième génération, qui s'est notamment traduite par la marche pour l'égalité, la marche des Beurs et puis Convergence. Évidemment, nous avons été très investis dans

ce débat sur : qu'est-ce que c'est que la deuxième génération ? Qu'est-ce que c'est que les Beurs ? La question de la multiculturalité, de l'identité multiple, la question de la citoyenneté – avant la question des banlieues qui n'arrive qu'après. Au début, c'est plutôt la question des Beurs et de la place de la deuxième génération dans les luttes, pas dans la société française. C'est là-dessus que le Cedetim, d'ailleurs, va entrer en conflit avec SOS Racisme, parce qu'en fait SOS Racisme se construit à partir de la marche pour l'égalité, mais en captant un peu tout ce qu'il y avait d'intéressant et de subversif dans cette marche pour en faire une opération médiatique très liée au PS et sur laquelle nous avons été extrêmement critiques dès le début. On retrouvait un peu la question de l'autonomie de l'immigration dans cette bataille de la deuxième génération – mais pas que de l'immigration, de l'autonomie d'une manière générale, l'autonomie des jeunes, puis ensuite l'autonomie des quartiers. Après, on rentre évidemment dans les batailles de la régularisation.

24 *Et le droit de vote des étrangers ?*

En 1982 ou 83, je suis reçu en tant que président d'une association, avec une dizaine d'autres présidents d'association, par un député du PS qui est au pouvoir à ce moment-là, et nous lui demandons pourquoi est-ce qu'il ne va pas jusqu'au bout de la régularisation et pourquoi il ne met pas en place le droit de vote, comme c'était prévu dans les 110 propositions de Mitterrand. C'est assez incroyable d'ailleurs, parce que les députés du PS, qui sont individuellement des gens très bien, nous disent : « Non, ce n'est pas possible, parce que les Français n'en veulent pas. » Je m'en rappelle, je disais à ce moment-là : il y a quand même quelque chose de bizarre, les sondages disent que 47 % des Français sont d'accord et 53 % pas d'accord. On ne

peut pas dire que les Français n'en veulent pas. On peut dire que 53 % des Français n'en veulent pas. Il y a la place pour un débat politique. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé pour la peine de mort. Vous avez décrété l'abolition la peine de mort alors qu'on avait à peu près les mêmes chiffres. Ils disent : non, non, mais les Français n'en veulent pas, il faut réviser la Constitution, ce n'est pas possible. On se quitte fâchés, évidemment. Quatre-cinq ans après, je les revois et je leur dis : écoutez, c'est quand même marrant, les sondages se sont retournés, c'est-à-dire qu'actuellement, 52 % des Français sont pour le droit de vote des étrangers aux élections municipales, 48 % contre. Donc tous les Français en veulent, si on reprend votre raisonnement, vous pouvez le faire maintenant ? Ils m'ont dit : « Non, ces sondages ne sont pas vrais, les Français n'en veulent pas. » C'est dans leur tête que les Français n'en veulent pas. Donc nous comprenons que la bataille est une bataille idéologique, qu'on est loin d'avoir gagnée et qui faut continuer à mener. C'est la période où nous créons d'ailleurs le Cemil (Cercle migration et liberté), qui regroupe un peu tous ceux qui ont travaillé sur l'action à l'immigration, mais pas pour être une coordination, puisque plein de coordinations existent, mais pour être un lieu de réflexion commun animé par le Cedetim. C'est à partir de là que va se construire, notamment, le Sommet citoyen sur l'immigration de ce week-end. Voilà l'historique du Cedetim dans ses rapports avec l'immigration.

Les migrations, nœud stratégique

Au départ, c'est parti de la colonisation. Dans un premier temps, comme beaucoup d'autres, j'ai basculé du côté de la décolonisation. J'ai été assez vite convaincu que c'était la lutte historique, que c'était un mouvement historique qu'il fallait

soutenir et dans lequel il fallait s'inscrire si on voulait comprendre l'évolution du monde. Au départ, c'est sur la décolonisation que je me suis retrouvé là-dedans. A ce moment-là, j'étais élève à l'école des Mines, j'étais donc devenu ingénieur, mais j'ai changé, j'ai fait de l'initiation à l'économie. La lutte pour la décolonisation m'a amené sur la question du développement, parce qu'effectivement, la question était : comment peuvent évoluer ces sociétés, la transformation de ces sociétés. J'ai donc plongé dans le développement. Je suis allé travailler dans beaucoup de pays. On a créé un genre de coopérative pour travailler sur les questions de développement. Mais très vite aussi, je me suis dit que le développement, ce n'est pas la lutte là-bas. C'est la lutte ici. D'un point de vue personnel, à travers ces batailles de la décolonisation, j'ai découvert une idée qui est très bien exprimée par Nizan : il disait qu'à un moment donné, les voyages les plus exotiques qu'on peut faire sont ceux qu'on fait dans les autres classes sociales de son propre pays. Ça, je l'ai vérifié ; c'est là qu'on trouve la fraternité, c'est dans des luttes communes que cela se fait. Pour ma part, j'ai toujours considéré que c'était la liaison entre une lutte sociale et une lutte internationale qui était l'élément important. C'était cela, le Cedetim. C'est après que nous avons trouvé que la question de l'immigration était une question stratégique. Parce que les migrants, c'était une partie de la classe ouvrière mondiale. Si on pensait qu'on ne pouvait pas comprendre le monde en dehors de l'analyse des classes sociales... La question des migrants était une question qui mêlait la question de la culture, la question sociale et la question politique et économique. Ce n'était pas le seul nœud, mais un des nœuds. On est un peu tombé là-dedans et c'est la prise en compte de cela qui nous a énormément apporté, qui nous a transformés. On n'était pas en aide aux migrants, on était vraiment en travail commun. Donc on changeait ensemble, et on a appris ensemble. C'est pour cela

que l'immigration est devenue un élément-clé.

Petit à petit, aussi, je suis arrivé à une conclusion, c'est que le XXe siècle a été un siècle très marqué par la question de la démographie, notamment de l'explosion démographique et de l'urbanisation. C'est pour cela aussi que je suis allé dans les écoles d'architecture. Le XXIe siècle, c'est le siècle des migrations. La question démographique du XXIe siècle, ce sont les migrations. D'une certaine manière, c'est le peuplement de la planète qui est en cause. Cela m'est arrivé très récemment comme réflexion, que la question des migrations était une question stratégique centrale, pas parce qu'on regarde où sont les plus malheureux, où sont les plus pauvres, ni parce qu'on regarde où est la classe qui va tout bouleverser parce qu'elle est la plus exploitée, mais parce qu'effectivement, il se trouve que dans les nœuds, c'est un des nœuds principaux.

Avant 1968, la question de la gestion était réservée aux communistes parce qu'ils avaient des territoires. Est-ce qu'un peu de Mai 68, c'est-à-dire essayer de faire les choses maintenant, a permis de regrouper ce qui est devenu peu à peu le mouvement altermondialiste, avec ce désir que les choses se fassent, que ce ne soit pas reporté, que ce n'est pas prospectif, qu'il faut expérimenter... Est-ce que cela a joué dans l'expérience Cedetim ?

Effectivement, je propose comme hypothèse de considérer que le mouvement altermondialiste est un mouvement historique, et que ce mouvement historique, comme tout mouvement historique, prolonge et renouvelle les mouvements historiques précédents, parce qu'aucun mouvement historique ne va jusqu'au bout. Il engage des choses et il s'arrête. Et c'est le mouvement d'après qui reprend de façon différente, dans d'autres situations, etc.

Quels sont les mouvements historiques qui, à mon avis, ont

marqué l'histoire récente ? C'est le mouvement ouvrier, mais plus largement le mouvement social, les luttes sociales, dont la dernière période forte, en tout cas en France, est 1936. C'est effectivement l'ensemble du mouvement socialiste-communiste du XIXe siècle, qui est un mouvement historique important.

Le deuxième mouvement historique, c'est la décolonisation, les luttes de libération nationale, et notamment l'alliance, dans les luttes de libération nationale, entre l'idée de la libération nationale et l'idée de libération sociale. Je crois que c'est un élément très important. Celui qui a très bien dit ça, c'est Césaire dans le Discours sur le colonialisme. Il dit à un moment donné que la bourgeoisie est face à deux problèmes qu'elle a créés : la question du prolétariat et la question coloniale. Il écrit cela en 1955. Il ajoute cette phrase tout à fait extraordinaire : « Ces deux questions sont liées, mais si on remplace la question du prolétariat par la question sociale et la question coloniale par la question Nord-Sud, on voit bien qu'on est en plein encore dans cette question. » Et il ajoute : « Il ne faut pas oublier que la colonisation avilit le colonisateur. » Il continue : « On sent monter l'ensauvagement du continent », en parlant du continent européen. Pour moi, c'est ça l'immigration. La question centrale de l'immigration, elle est là, elle est au nœud de cette double question, coloniale et prolétariat, mais aussi aujourd'hui sociale et géopolitique, Nord-Sud ou autre. Voilà pourquoi l'immigration devient une question totalement stratégique.

Le troisième mouvement, c'est le mouvement des années 68. Soixante-huit n'est pas un mouvement uniquement français, évidemment ; d'ailleurs, la période, c'est 65-73. Qu'est-ce qu'apporte ce mouvement historique ? Il apporte l'idée de la démocratie et des libertés. En cela, il renouvelle aussi ce qu'il y avait auparavant. Le mouvement altermondialiste est un peu porteur de ces trois révolutions inachevées, de la révolution de

la démocratie et des libertés, de la révolution sociale et de la révolution géopolitique, de la révolution coloniale. Au niveau du Cedetim, nous avons vécu ça. Nous nous considérons comme un peu porteurs de ce triple habitacle.

« Il faut faire », c'est une idée qui est liée...C'est drôle, je viens de faire un article avant-hier là-dessus, sur l'expertise citoyenne, dans lequel je propose comme hypothèse que l'expertise citoyenne se construit dans l'expertise non-patronale des syndicats et des comités d'entreprise, c'est-à-dire en 46-47, l'idée des comités d'entreprise et du droit des comités d'entreprise à savoir ce qui se passe dans l'entreprise, du droit à l'information, du droit à la vérification comptable, etc. Qui ensuite, en 82, avec les lois Auroux, devient aussi le droit sur les conditions de travail, sur les licenciements, etc. Donc, très vite, les organisations et les syndicats, les relations sociales et politiques se dotent d'une expertise interne et externe sur ces questions-là. Une grande partie des gens du Cedetim sont issus de là. Par exemple, le premier permanent de Cindex, le cabinet d'experts-comptables de la CFDT, est un des fondateurs du Cedetim. Beaucoup de ceux qui sont dans la CGT sont aussi là-dedans. C'est à partir de là qu'on retrouve aussi les comités techniques. Il y a beaucoup de techniciens. C'est quelque chose qui se développe beaucoup après 68, parce que 68, c'est aussi la radicalisation de la petite bourgeoisie. Il y a donc des mouvements de jeunes comptables, de jeunes architectes qui basculent, qui disent : nous choisissons le camp du social. Le Cedetim a toujours été au cœur de cette évolution-là.

D'autre part, l'expertise a été aussi celle de la décolonisation. Qu'est-ce qu'on fait dans ces groupes ? On a l'indépendance, qu'est-ce qu'on fait ? Pourquoi le Cedetim s'est retrouvé avec beaucoup « d'experts » ou a su faire appel à des experts ? Par exemple, un jour, je me rappelle avoir reçu un papier des Vietnamiens disant : nous pensons que nous allons découvrir

29

du pétrole au Vietnam, comment on négocie avec les multinationales ? Est-ce que vous pouvez nous trouver des experts sur les problèmes pétroliers qui ne soient pas des experts des multinationales ? Ou des Etats liés à ces multinationales ? On en a trouvé, on a été chercher des gens, trouvé dans les syndicats ou ailleurs et on les a mis à leur disposition.

30 C'est tout ce mouvement-là de la décolonisation qui a créé un besoin d'expertise un peu indépendante. Moi-même, c'est comme ça que j'ai commencé en 1963. La première fois que je suis allé en Algérie, je suis arrivé, jeune ingénieur, jeune économiste, on m'a dit : « On va faire le plan, tu vas aller regarder ce qui existe encore comme usines textiles et usines sidérurgiques. » On était deux. Parce qu'à ce moment-là, l'OAS avait tout démoli, on ne savait plus ce qui restait. On est parti, je suis arrivé dans un village, c'était une usine textile qui faisait des couvertures. Les ouvriers avaient occupé l'usine – les pieds-noirs étaient partis – et la première chose qu'ils avaient faite, c'était d'augmenter les salaires et d'embaucher tous les chômeurs du village puisqu'ils avaient gagné, c'était la victoire, donc il fallait le faire. Evidemment, ils n'avaient plus d'argent pour acheter de la laine pour faire les couvertures. Je me suis retrouvé, jeune ingénieur, en train de me poser des questions techniques : qu'est-ce que c'est l'autogestion d'une entreprise de textile ? J'y suis resté plusieurs semaines pour travailler avec eux.

C'était cela, l'expertise liée au mouvement social, l'expertise liée à la décolonisation. Et puis l'expertise liée à la lutte contre les néolibéralismes, qui se retrouve dans les forums sociaux. Elle est différente : dans la période précédente, dans laquelle l'idée dominante était la centralité ouvrière, la lutte dans l'entreprise était principale et tout le reste était secondaire : les luttes de femmes, les luttes coloniales. Là, il y a une expertise qui naît de la diversité des mouvements. Le mouvement écolo-

giste est porteur d'une forte expertise, le mouvement paysan se retrouve porteur d'une expertise, y compris scientifique, extraordinaire. On a pu le voir sur les OGM, sur d'autres choses. Le Cedetim s'est retrouvé, un peu par hasard peut-être, pour des raisons de conjoncture historique, de situation, à la croisée de ces chemins.

Cette défiance que vous avez posée par rapport à l'État après la prise du pouvoir en Algérie, est-ce que ce n'est pas devenu, avec le temps, une défiance générale contre les prises de pouvoir politique dans les pays ?

Non. C'est devenu, pour beaucoup d'entre nous, l'idée qu'il faut maintenir l'autonomie des mouvements sociaux et citoyens. Mais l'autonomie, ce n'est pas la méfiance. J'ai oublié de dire que le Cedetim a été aussi un des membres fondateurs d'Attac. C'est dans le mouvement altermondialiste. Au niveau du Cedetim, au niveau d'Attac, on défend un peu les mêmes positions, c'est-à-dire que si des gens veulent s'engager politiquement, nous les encourageons à aller dans le parti qu'ils veulent. Mais, évidemment, nous leur demandons d'abandonner leurs responsabilités dans l'association, si jamais ils prennent des responsabilités dans un parti politique. Ce qui est normal pour, justement, préserver l'autonomie du mouvement. Mais ce n'est pas une méfiance par rapport au pouvoir politique. La question que nous posons est la question du renouvellement du politique, ce n'est pas la question de la méfiance par rapport aux politiques. Nous pensons qu'effectivement, le mouvement altermondialiste a fait beaucoup de choses, a beaucoup progressé, a fait changer, au niveau de la bataille des idées. On le voit aujourd'hui d'ailleurs, c'est frappant, il est reconnu au niveau de toute une série de batailles ; mais actuellement, il y a besoin d'innovation politique profonde.

31

Wallerstein a une très bonne analyse là-dessus. Il disait que la grande question était la question stratégique. Et il dit que jusqu'à maintenant, on avait une équation stratégique : il faut créer un parti pour prendre l'État et pour changer la société. Wallerstein dit que c'est au moment de Cromwell. Emmanuel Terray dit que c'est au moment de l'Église catholique, peu importe. Effectivement, c'est vrai, c'est comme cela que la bourgeoisie a fait et qu'elle a réussi à prendre le pouvoir en deux siècles – ce qui est peu à l'échelle historique, finalement. Après, au XIXe siècle, dans le mouvement ouvrier, il y a eu un débat très violent entre communistes, anarchistes et socialistes utopiques pour savoir s'il fallait reprendre cette équation ou s'il fallait la changer. C'était toute la question du dépérissement de l'État, etc. Finalement, ils ont décidé de la reprendre, ce qui a donné le soviétisme. Aujourd'hui, la question est de nouveau posée : si on prend un parti qui se donne pour objectif de conquérir l'État, il devient parti-État avant même d'avoir conquis l'État, d'où l'idée de la classe politique coupée de la société, du peuple. D'autre part, l'État n'est pas la seule manière de changer la société. C'est toute l'idée de la société civile. Mais cela ne veut pas dire que l'État ne joue aucun rôle, au contraire, mais tout ne passe pas par l'État. Il faut aussi que la société construise ses formes d'autonomie. C'est ça le changement, c'est une révolution en cours qui commence sur la définition des nouvelles formes du politique.

Au niveau de la mondialisation, un des éléments très importants, ce sont les grandes régions. Je pense que les grandes régions sont en même temps des vecteurs de la mondialisation sous sa forme néolibérale, puisque c'est de celle-là dont on parle, sa forme capitaliste actuelle ; mais c'est aussi une contretendance. L'Europe, actuellement, est un vecteur de la mondialisation la plus classique, ou l'a été en tout cas jusqu'à maintenant. Ça va changer, je ne sais pas, mais pour l'instant ce n'est

pas le cas. L'Amérique latine ne l'est pas parce que les mouvements, en Amérique latine, se traduisent par la création de nouveaux régimes, de nouveaux États, différents, critiquables, mais on voit bien que ce n'est pas la même chose. On voit bien qu'il y a une logique latino-américaine. Il y a une logique au Moyen-Orient qui réagit à la guerre par la guerre, de façon simple. Il y a une logique au niveau de l'Asie qui réagit à l'hégémonie américaine par la concurrence commerciale. Donc, il y a des grandes régions qui se forment, des grands espaces régionaux, et c'est une piste très intéressante parce que cela permet peut-être de résoudre certaines des questions de frontières, de nationalisme, etc. Cela permet aussi de construire des solidarités géoculturelles. Il y a plein de pistes.

